

LA SCISSION SYNDICALE DE 1921

par

Pierre MONATTE.

(1)

LÉGENDE MENSONGÈRE.

Les légendes ont la vie dure. Quand on a le malheur de les laisser s'accréditer, il est ensuite difficile de les extirper. Je viens d'en faire une nouvelle fois la constatation. Dans ma préface à *Socialisme et Liberté*, de Fritz Brupbacher (*), j'avais été amené à évoquer quelques souvenirs sur la scission syndicale de 1921:

« Ce n'est pas le lieu de retracer ici le cheminement du mouvement syndical français vers la scission de fin 1921. Cela présente-t-il encore quelque intérêt? Peut-être? Certainement même, car une légende mensongère s'est créée suivant laquelle la scission syndicale en France fut l'œuvre des communistes. Elle fut en réalité l'œuvre des réformistes qui creusèrent une chaussetrappe et celle des anarchistes et des syndicalistes dits purs qui s'y précipitèrent ».

Ce n'était, fichtre, pas la première fois que je dénonçais cette légende. N'empêche, mon affirmation a surpris pas mal de gens appartenant à des milieux divers.

Claude Harmel (**), dans les *Études sociales et syndicales* de février 1955, a consacré à ces quelques lignes trois grandes pages. Il lève les bras en l'air de surprise, presque d'indignation. Il crie à l'exagération, sinon à l'erreur. Loin d'éclairer des faits mal connus, j'aurais épaissi l'obscurité qui les entoure. Évidemment, j'ai bousculé des idées reçues, sans les remplacer par d'autres, étayées de preuves solides.

J'aurais en outre, sans le vouloir, - Harmel est un homme bien élevé - confirmé et authentifié la version stalinienne de la scission syndicale de 1921.

Croyez-moi, Harmel, les staliniens ont assez de crimes sur la conscience sans qu'il soit besoin de leur imputer les crimes des autres, notamment ceux des réformistes, et je suis poli en disant réformistes. Ni les bêtises de certains révolutionnaires ou qui se croient tels.

N'ajoutez pas trop de crédit à la lettre que vous a adressé le Georges Dumoulin (***) d'aujourd'hui et que vous avez publiée dans vos *Études* d'avril 55. Surtout au paragraphe final de cette lettre:

« Quand un Monatte défigure la vérité et prétend que la scission syndicale de 1921 fut une minable opération réformiste, je m'accorde le droit de protester et de lui dire: "Monatte, vous êtes le père des

(1) Réponse faite à un article des *Études sociales et syndicales*, mais, devenue trop importante, elle ne fut pas envoyée. Elle deviendra le huitième chapitre de *Trois scissions syndicales*, Les Éditions ouvrières, 1958.

(*) Fritz Brupbacher (1874-1945), médecin et écrivain syndicaliste-révolutionnaire suisse. (Note A.M.).

(**) Guy LEMONNIER (1916-2011), enseignant socialiste puis déatiste (R.N.P.), qui, après l'épuration d'après-guerre, sous le pseudonyme de Claude HARMEL, tenta d'introduire les thèses pétainiste de la *Charte du Travail* au sein du syndicalisme libre, via la CGT-FO notamment.. (Note A.M.).

(***) Georges DUMOULIN (1877-1863), socialiste guesdiste, puis socialiste devenu lui aussi déatiste; syndicaliste-révolutionnaire devenu in fine corporatiste beliniste. (Note A.M.).

C.R.S. (*), le responsable de la scission syndicale de 1921. Votre version historique sert uniquement les communistes!».

En 1922, juste au lendemain de la scission, alors que les événements étaient tout chauds, j'eus l'intention d'en relater les diverses phases et d'en analyser les causes dans une brochure. J'en ai certainement, dans quelque dossier, le début et les documents tout frais alors. Tout frais, je devrais dire tout chauds comme les événements auxquels ils se rapportaient. Vais-je retourner mes paperasses pour retrouver ce dossier? Il est plus sage de n'en rien faire. Il me paraît possible de répondre à Harmel sans remuer trop de poussière.

J'ai renoncé à terminer alors cette brochure, pris par des tâches plus pressantes. Souvent, une situation difficile dans le mouvement, succède à une situation non moins difficile. On va au plus pressé. D'ailleurs, souvent on doute que le problème d'hier présente encore quelque intérêt. Surtout, peut-être, s'imaginer-t-on que ceux qui ont vécu avec vous une même expérience en ont dégagé la même leçon. Pourquoi alors rabâcher des paroles inutiles? Si les jeunes militants d'aujourd'hui me permettent un conseil, qu'ils consignent à chaud les expériences heureuses ou malheureuses qu'ils font. Ils y trouveront profit. Le mouvement aussi.

Certes, ce qui est fait est irrémédiablement fait. Ce que l'on pourra dire ou écrire ne changera rien à la situation, ni aux positions prises par les gens qui se sont affrontés. Mais, soi, on aura vu plus clair et cela est important. Quelques autres, parmi ceux qui n'étaient pas engagés à fond, verront enfin, peut-être, plus clair aussi. Quand d'autres occasions se présenteront, il se peut que le souvenir du passé leur serve de guide.

N'y comptons pas trop cependant. Harmel dit que lors de la reconstitution de l'unité syndicale en 1936, l'expérience de 1921 aurait pu lui servir. Il n'aurait pas donné si allègrement, croit-il, dans le piège de l'unité. Et d'autres avec lui, ajoute-t-il. Il se met le doigt dans l'œil. Le problème en 1936 s'est présenté tout autrement qu'en 1921. La classe ouvrière française, saisie de crainte devant le danger fasciste de 1934 a ressenti le besoin de rassembler ses forces. De là, la réunification syndicale de 1936. D'autre part, si la réunification de 1936 a tourné au bénéfice des staliniens, il ne serait pas inutile de rechercher pourquoi. Et l'on trouverait d'un côté des gens ardents en face d'autres qui se tournent les pouces ou qui plastronnent.

De même en 1943; on était en plein milieu de la deuxième guerre mondiale. La seconde scission syndicale, celle de 1939, avait été provoquée par le fameux pacte germano-russe. L'attaque d'Hitler contre la Russie et le retour de celle-ci dans le camp atlantique avaient ramené les staliniens aux côtés des amis de Jouhaux. Pourquoi cette deuxième réunification a-t-elle donné de si lamentables fruits?

C'est la question à se poser. Mais la réponse n'est pas très difficile à trouver quand on se rappelle ce que disait, peu après, Raymond Bouyer, adjoint de Jouhaux: *«Les communistes ont enfin compris. Ils sont venus sur notre plateforme. Désormais on peut travailler en plein accord»*.

Tu parles !

La dernière scission, celle de 1948, ne ressemble pas plus à celle de 1921 qu'à celle de 1939. Il n'y a pas de règle standard. Il faut chaque fois faire l'effort de comprendre une situation nouvelle. Celle de 1948 fut provoquée par les grèves Molotov de fin 1947 destinées à torpiller le plan Marshall. Ainsi on voulait empêcher la remise en état de l'économie française, de toute l'économie européenne aussi, épuisée par la guerre et par l'occupation, et amener l'écroulement de fragiles États, rongés par la guerre et par plusieurs maladies, dont celle de la grandeur chez nous. On voulait faire en France le coup qui devait réussir à Prague quelques mois plus tard. Autant de scissions, autant de cas différents, on le voit.

Mais toujours la classe ouvrière ressent instinctivement le besoin de l'unité syndicale. Harmel voit là un mythe, et un mythe malfaisant. Il se hâte trop de le condamner. Mieux vaut rechercher à quels besoins profonds il obéit et comment ce besoin jusqu'ici n'a pas été satisfait mais trahi. On pourrait se

(*) Lisez plutôt C.S.R. pour *Comités syndicalistes-révolutionnaires*. (Note A.M.).

demander si cela ne tient pas au fait que du côté stalinien, dans le rang, on croit se battre pour une idée, tandis qu'en face, on est amorphe, faute d'une foi.

Pourquoi diable attribuer aux maléfices de ce mythe *«la stagnation idéologique, la stérilité intellectuelle, si affligeantes et si redoutables du mouvement syndical»*? Cette stagnation et cette stérilité ne sont peut-être pas le lot du seul mouvement syndical français. Non plus que de la période où nous sommes. Quelles en sont les causes ? Il vaudrait mieux se le demander sérieusement. Tant qu'on ne verra pas d'où vient le mal, comment pourra-t-on y porter remède?

DEUX VIEUX TEXTES.

Aujourd'hui, c'est de la scission de fin 1921 qu'il s'agit. Trente ans après, on a du mal à se la représenter. Tant d'événements ont passé depuis! La scission elle-même provient-elle de la politique confédérale de guerre ou seulement des grèves qui marquèrent le retour de la paix? Grève des métaux parisiens de 1919, grèves des cheminots de février et de mai 1920. Comment s'imaginer un mouvement syndical, aussi un mouvement socialiste, aussi un mouvement anarchiste, qui ont brusquement, en quelques jours, les premiers jours d'août 1914, renversé et piétiné tout ce qu'ils avaient proclamé jusque-là, pour se rallier à la guerre et du même coup à la bourgeoisie qui menait cette guerre?

A la vague chauvine qui déferle, quelques hommes échappent dès août 1914. Ils essaieront de rester fidèles à ce qu'ils avaient pensé jusqu'à cette heure. Quelques-uns y réussiront. Ils tiendront bon. D'autres flancheront en route. Ces hommes qui tiendront ferme dès le début seront d'ailleurs ceux qu'on avait raillés parce qu'ils parlaient depuis plusieurs années de l'approche de la guerre. Ils avaient même été traités à cause de cela de défaitistes révolutionnaires par ceux qui devaient devenir les principaux *flanqueurs* de 1914. Ils s'efforceront durant la guerre de former une opposition. Ils y parviendront au prix de quelles difficultés, tant du côté des militants que du côté de la masse ouvrière. Celle-ci, comment l'atteindre et la toucher? Elle est pour une grande part mobilisée au front, pour une autre part mobilisée dans les usines travaillant pour la guerre, armement, habillement, alimentation ou sur la voie ferrée.

Il est difficile de faire comprendre et sentir cette situation d'alors aux militants d'aujourd'hui. Plus difficile encore aux historiens; ils savent avant d'avoir cherché à comprendre. Un texte de ce temps-là les transportera dans l'atmosphère de cette lointaine époque. Un peu brutalement peut-être. Mais je n'y puis rien. C'est une lettre de Dumoulin - oui du même Dumoulin - adressée à Merrheim et communiquée par celui-ci à la *Commission exécutive des Métaux* du 24 juillet 1915. Difficile de dire que c'est une situation imaginée en 1955 pour les besoins de la cause et faussée par un retard de quarante ans. Ainsi le Dumoulin de 1915 répond au Dumoulin de 1955.

Dumoulin raconte dans cette lettre une rencontre faite par lui à Boulogne-sur-Mer, où il est mobilisé, d'un membre du *Comité confédéral* du nom de Loiseau, ami personnel de Jouhaux et de Griffuelhes.

Voici le texte même de la lettre de Dumoulin, d'après les procès-verbaux de la *Fédération des Métaux*:

Loiseau, ex-délégué au Comité confédéral, parle:

- *"Que fais-tu ici ? Tu es trop près du front. Tu vas y laisser ta peau. Il ne faut pas rester ici.*

Je lui raconte brièvement mon histoire".

- *"Comment, s'écria-t-il, mais le Gros (le Gros, c'est Jouhaux) ne t'écrit donc pas?... Le Gros a ses entrées tous les jours à la rue de Grenelle. Il parle à Millerand comme avec toi et moi. Il obtient du Ministre les sursis d'appel et les réformes qu'il veut. Tu es un c... de rester ici. Dis-moi un mot et il te tirera de là".*

Il voulut que je demande une permission et le soir je l'accompagnai à sa chambre. Là, il reprit l'entretien:

- *"Jouhaux remportera une grande victoire au congrès confédéral. Il en a la certitude. Il tient tous ses adversaires par des lettres de sollicitation. Jusqu'à Ingweiller qui lui a demandé de solliciter ses galons de sergent à Millerand. Il y a bien une poignée d'anarchistes tels que Monatte, mais ce sont*

des personnalités isolées qui ne comptent pas. Merrheim, on l'aura par Thomas. Celui-ci lui donnera quelques rapports à faire et tout sera dit. Malgré sa victoire au congrès confédéral, Jouhaux s'en ira".

- "Où?" demandai-je timidement.

- "Mais il a reçu une lettre de félicitations de son directeur d'allumettes pour son discours sur la tombe de Jaurès et crois-tu qu'une place d'inspecteur de fabriques ne lui irait pas?"

- "Je crois qu'il vise plus haut".

- "Oui, dit-il, il lui plairait beaucoup d'être député. Ce qui l'inquiète, c'est le voyage à Bordeaux. Ce sera un dur morceau. Et ça, c'est la faute à Griffuelhes, qui est un trouillard. C'est ce dernier qui a voulu la fuite. Il a eu peur des Allemands et il se voyait otage en Allemagne. C'est regrettable".

Qu'était ce voyage à Bordeaux qui inquiétait Jouhaux? En quoi consistait ce «dur morceau»? Je vais laisser le soin à quelqu'un d'autre de le dire. Non pas, cette fois encore avec des souvenirs évoqués en 1955. La lettre suivante que Merrheim m'adressa, en fin septembre 1914, dit de manière assez précise - et non moins brutale que la lettre précédente de Dumoulin - ce que fut ce voyage à Bordeaux.

«Mon long silence a dû t'étonner. C'est que les événements se sont précipités, comme tu as dû le voir dans la B.S. (Bataille syndicaliste), j'ai dû prendre le poste de secrétaire de la C.G.T. par intérim. Depuis, absorbé par de multiples délégations et soucis, je n'ai pas eu un moment pour écrire; à peine si j'ai le temps de parcourir les journaux.

Je ne puis te narrer par le détail les incidents qui m'ont obligé à prendre le mandat de secrétaire à la C.G.T. Je vais essayer de te les résumer.

Avant la bataille de la Marne, il y eut à Paris quelques journées d'affolement. On croyait à l'entrée prochaine des Allemands à Paris.

Cet affolement gagna quelques militants et le mercredi 2 septembre, allant par hasard à la B.S., je m'y rencontrais avec Jouhaux, Griffuelhes et Marie.

Première engueulade avec Griffuelhes qui croyait m'emmener avec d'autres à Bordeaux pour y faire la B.S. Incidemment j'apprends qu'avec Jouhaux, ils avaient accepté d'être de ces fameux commissaires à la nation, auprès du gouvernement s.v.p.! et qu'ils devaient partir le lendemain matin à 8 h. 45 par train spécial (2) pour Bordeaux rejoindre le gouvernement, ou à peu près, parti quelques heures auparavant.

Jusque-là, j'étais resté calme, refusant de partir à Bordeaux, estimant que les principaux militants devaient rester à Paris. Mais en apprenant cette nouvelle, ma colère éclata. Je reprochai vivement à Jouhaux et Griffuelhes leur attitude. A Jouhaux, le mandat de commissaire à la nation qu'il avait accepté, après en avoir lancé l'idée (voir B.S. du 31 août, déclarations Asquith) sans en parler au Comité confédéral et engageant ainsi la C.G.T.

Bref, l'engueulade dura une demi-heure, car on ne voulait à aucun prix convoquer le Comité. J'obtins enfin qu'il le fût. Jouhaux proposa 10 heures du matin; il me fallut tempêter, crier pour qu'on le reportât à 2 heures de l'après-midi. Du même coup, il ratait son départ par train spécial dont il avait les billets spéciaux et la carte de circulation pour pénétrer dans ce train.

Ce que fut la séance du lendemain au Comité, tu le verras par le procès-verbal que tu pourras lire, je l'espère, après la guerre. A cette séance apparut la manœuvre. Jouhaux et Griffuelhes ne partaient pas seuls. Lefèvre, Laurent, Moulinier devaient être de la partie et, avec d'autres de la B.S., devaient les rejoindre un ou deux jours après.

Jouhaux proposa l'envoi d'une commission à Bordeaux car, dit-il, la réaction était à craindre et il fallait à Bordeaux un Comité qui se tint en contact avec la province. Il proposa Laurent, Moulinier, Dumas et moi-même, Lefèvre n'étant pas présent.

Avec Dumas, je refusai carrément et ce fut Gautier, de Saint-Nazaire, qui accepta avec Puyjalon; ce dernier n'est pas parti. Seul, avec Lenoir, j'ai combattu ce projet, le trouvant prématuré.

Ensuite, Jouhaux annonça au Comité qu'il avait accepté, à titre personnel et sans engager la C.G.T. (3), le mandat de commissaire à la nation, sur la demande de Guesde. Il ajouta que si le Comité n'avait pas nommé de commission, lui serait parti quand même, ayant accepté ce mandat, sachant prendre ses responsabilités, etc..., etc... Bref, les grandes phrases!

Je répliquai en disant au Comité que s'il était réuni, c'était grâce à moi. Colère de Jouhaux. Je lui répondis en narrant notre entrevue orageuse de la veille à la B.S.; en prouvant que si je n'avais pas été à la B.S., il serait parti le matin même par train spécial à 8h45 et que le Comité aurait connu son départ et son mandat de commissaire à la nation avec son arrivée à Bordeaux.

La stupeur fut générale. On n'insista pas, mais le Comité nomma une commission exécutive qui se

(2) (3) Souligné par Merrheim.

composa de Lenoir, Milan, Dumas, Charbonnier, Tabard, Charlier et Bled, et j'acceptai le mandat de secrétaire dont je me serais volontiers passé.

Comme à ce moment, on craignait l'investissement de Paris par les Allemands et un mouvement réactionnaire, la Commission reçut mandat de s'aboucher avec le P.S.U. pour constituer un Comité d'action destiné à faire face à tout mouvement de réaction qui serait tenté. Ce comité fonctionna en s'occupant de toutes sortes de questions.

Depuis, d'autres complications ont surgi. Jouhaux à Bordeaux - les commissaires à la nation et leurs conférences ayant été abandonnés - engagea la Commission dans des conférences faites avec l'appui moral... et financier du gouvernement, sur la réorganisation du travail. Il m'annonça dans une lettre que la Commission s'apprêtait à partir, sans donner d'autres détails. Je soumis sa lettre au Comité qui se réunit tous les dimanches matin, en montrant qu'une fois de plus, on nous mettait devant un fait accompli et en protestant. Le Comité décida de rappeler Jouhaux, ou un membre de la commission, à Paris, pour fournir des explications.

Il est venu au Comité dimanche dernier. Plus embarrassé que jamais, car la deuxième combinaison a sombré comme la première, le gouvernement, m'a-t-on dit, s'étant montré peu généreux. Il n'aurait donné que 180fr. à chacun; pour la suite, ils auraient dû voir les préfets et autorités militaires des départements qu'ils visiteraient. C'est du propre!

Les derniers renseignements ne sont connus que de Lenoir et moi, car nous les tenons de Luquet qui, étant à Bordeaux pour l'Humanité les tient de Griffuelhes lui-même. Conserve tout cela pour toi! (4).

En restant dans le cadre général, j'ai combattu la proposition de Jouhaux. Le Comité a donné mandat à la Commission exécutive d'établir un rapport sur les possibilités de délégations ou d'une conférence privée en appelant à Paris les militants des Unions et Bourses qui ne sont pas mobilisés afin de connaître l'état d'esprit de leur région.

Jouhaux est reparti lundi, en disant qu'il ne reviendrait plus.

Telle est brièvement, très brièvement résumée la situation, et les causes de mon long silence».

LE CARNET DE LA CORRUPTION (Dumoulin dixit).

Revenons aux propos tenus à Dumoulin par Loiseau. Ainsi, dès 1915, Jouhaux pensait au prochain congrès confédéral. Il s'y préparait et le préparait. Mais la guerre devait durer. Un congrès confédéral ne se tiendrait qu'en 1918, quelques mois avant l'armistice. Entre temps, des comités confédéraux nationaux se réunissaient, formés de délégués des Fédérations et des Unions départementales, c'est-à-dire de la haute bureaucratie syndicale. La minorité, animée par Merrheim, Bourderon, Brisson, Péricat et des camarades instituteurs et institutrices, y bataillait courageusement, mais se heurtait au mur résistant de la majorité.

Enfin se tenait le Congrès confédéral de Paris en 1918. La guerre non terminée, les mobilisés toujours au front ou à l'usine, un tel congrès ne pouvait trancher le problème de la politique confédérale de guerre, c'est-à-dire de l'abandon en août 1914, des principes syndicalistes. Jouhaux obtint la majorité qu'il escomptait.

Il obtint davantage: le ralliement de Merrheim et de Bourderon. Ralliement qui allait être suivi quelques mois plus tard par celui de Dumoulin lui-même qui ne se souvenait plus de la brochure *Les Syndicalistes français et la Guerre* écrite par lui à Roche-la-Molière, en remontant de la mine, quelques mois plus tôt, en juin 1918. Désormais, il ne saura plus écrire de cette encre. Je ne puis retranscrire ni résumer ici cette brochure, mais vous ne perdrez pas votre temps en vous y reportant. S'il est arrivé à Dumoulin de crier très fort contre moi à tant de reprises et ces derniers temps encore, c'est parce qu'il est bourrelé de remords. Il se soulage en m'attaquant. Mieux que personne, il sait que si Merrheim d'abord et lui ensuite avaient tenu bon en 1918 et en 1919, le mouvement syndical français aurait connu un autre destin.

Cette victoire de congrès, on voit aisément qui l'avait assurée. Les bénéficiaires de sursis d'appel et de réformes militaires avaient payé leur dette.

Comment expliquer l'attitude de Merrheim? Par la lassitude d'un effort prolongé et mal soutenu. Par

(4) On verra après la guerre ce que nous devrons faire. Tous les procès-verbaux que n'a pu nier Jouhaux sont là. Et Yvetot, est à Étretat et ne donne jamais de ses nouvelles. C'est écœurant, je t'assure! Et quelle lâcheté! (Note de Merrheim).

la crainte éprouvée devant le bouillonnement qui se manifestait dans les usines que la Fédération des Métaux ne contrôlait plus qu'à grand-peine, devant les sursauts provoqués dans toute l'Europe par la Révolution russe. Au moment décisif, Merrheim perdait sa force et sa foi. Ce n'étaient pas ses collègues du secrétariat fédéral, les Lenoir, les Blanchard et les Labe qui pouvaient lui remonter le moral.

Non seulement Jouhaux avait obtenu des sursis d'appel pour ses amis, mais pour ses adversaires. Directement - ou par personnes interposées, tout le monde avait dû être pressenti, puisque je le fus moi-même et que ma femme, à qui l'on disait qu'elle n'avait pas besoin de me consulter, dut répondre à Klemczynski, l'intermédiaire de Jouhaux et d'Albert Thomas: «*Si je voulais briser mon ménage, je n'aurais qu'à faire la demande que vous me conseillez*». De là, peut-être un fameux article de Klemczynski dans *le Peuple*, au moment du congrès de Lyon, osant dire que la veille, à la tribune, j'avais mangé du militant toute la matinée.

Le nom d'Ingweiller, mis en avant par Loiseau comme un des cas les plus curieux, ne dit rien aujourd'hui. C'était celui du secrétaire du syndicat parisien des métaux. L'un des exemplaires types de ces révolutionnaires qualifiés de «*braillards*» par Griffuelhes un peu avant 1914. Un garçon pour qui Merrheim était un si affreux bureaucrate réformiste qu'il avait osé le faire exclure du syndicat parisien des métaux, si bien que Merrheim avait dû redonner son adhésion au syndicat de Roubaix d'où il avait été appelé au secrétariat fédéral des métaux. En 1915, le «*braillard*» demandait à Jouhaux d'intervenir auprès de Millerand pour obtenir les galons de sergent, tandis que l'exclu se rendait à la *Conférence internationale de Zimmerwald*.

La victoire de la majorité confédérale au Congrès de Paris en 1918 n'était rien d'autre que la victoire d'une bureaucratie syndicale jusqu'aboutiste qui avait flanché en août 1914, la victoire des sursis d'appel. En disant cela, je ne fais que reprendre le jugement porté par Dumoulin dans sa brochure de juin 1918: «*Nos majoritaires ont leur carnet B, le carnet de la corruption. Il faudrait faire le tour des Fédérations, fouiller les Bourses du travail et les Unions de syndicats pour voir tous les hommes, tous ceux qui ont été touchés par la grâce de la sacrée union. Il faudrait voir non seulement les gros, mais les petits fonctionnaires du syndicalisme. Et ceux-là ont fait le bloc majoritaire dans les conférences confédérales. Bloc solide parce qu'il est la majorité des redevables*».

DIFFICULTÉS DE LA MINORITÉ.

La guerre terminée, les démobilisés regagnant peu à peu leur foyer et reprenant leur travail d'autrefois, la C.G.T. non seulement retrouvait ses effectifs anciens, mais les dépassait vite dans des proportions énormes. Faut-il voir là une approbation de la politique de la majorité confédérale? Ce serait raisonner à bien courte vue. Un événement comme la guerre avait brassé et rebrassé les différentes couches de la classe ouvrière. Celle-ci voulait quelque chose de neuf. Elle regrettait de n'avoir rien fait hier. Elle souhaitait participer à quelque chose de grand. C'était la Révolution non seulement en Russie mais en Allemagne. L'Italie était brûlante. Jusqu'à l'Angleterre qui s'échauffait. Alors on venait au syndicat, en attendant d'aller plus loin.

Qu'y trouvait-on? Évidemment des discussions vives entre les anciens qui avaient à régler un compte grave; mais surtout, rien de ce qu'on attendait de grand!

Les professeurs d'histoire qui jouent aux historiens ont vite fait de couper en morceaux très nets les périodes historiques. La vie ne se laisse pas couper ainsi. Elle est plus enchevêtrée qu'elle ne leur apparaît - ou qu'ils ne se croient obligés de la présenter aux élèves qu'ils ont devant eux, surtout quand leurs lecteurs ne sont plus des enfants ou des jeunes gens et qu'ils sont même passablement poilus.

En face de la majorité confédérale, il n'y avait plus au début de 1919 qu'une minorité brisée par le ralliement de Merrheim et de Bourderon, morcelée, démoralisée. Deux mois après ma démobilisation, la *Vie Ouvrière* reparaisait, le 1^{er} mai 1919, sous forme d'hebdomadaire. Un comité des syndicats minoritaires était fondé autour du *Syndicat parisien de la Voiture-Aviation*. Mais l'élan faisait défaut. La confiance manquait. Reconstituer la minorité serait difficile. Beaucoup de syndiqués démobilisés, loin de montrer de l'ardeur, pensaient surtout à oublier la capote du soldat d'hier et l'enfer d'où ils avaient échappé.

Une conférence de la minorité tenue la veille du congrès confédéral de Lyon, le 14 septembre 1919, à la demande de quelques militants de province, particulièrement des instituteurs, donna la température. Elle montra davantage ce qui séparait les éléments minoritaires que ce qui les unissait. Deux états d'esprit s'affrontèrent: l'un qui ne croyait plus à la lutte à l'intérieur de la C.G.T.; l'autre, partisan de poursuivre le redressement de la C.G.T. D'un côté, les découragés, qui pensaient qu'il n'y avait plus rien à faire à la C.G.T.; de l'autre ceux qui pensaient qu'il y avait tout à y faire. Le premier courant exprimé par Péricat, un ancien secrétaire de la Fédération du Bâtiment, soutenu par Sirolle, des Cheminots. Le second, défendu par Marie Guillot et Bouët, des Instituteurs, et par moi. Entre les deux courants, pas mal d'indécis et de silencieux. Notre point de vue l'emporta finalement, mais sans éclat.

Il fallut les débats devant le Congrès, les questions exactement posées, pour que beaucoup de délégués se ressaisissent. Je n'en doutai plus à la fin de mon intervention, lorsque je vis la grande majorité du congrès ébranlée et nos adversaires désarmés. Certes, ils se ressaisirent vite et nous fûmes battus très largement au vote sur le rapport moral, les mandats donnés aux délégués les liant forcément. Mais les 588 voix de la minorité confédérale en face des 1 393 recueillies par la majorité marquaient en tout cas le réveil de la minorité syndicaliste révolutionnaire. Restait à rallier autour d'elle tout ce qui sympathisait avec ses conceptions tant contre la politique de guerre et les méthodes néo-millerandistes issues d'elle que sur les problèmes révolutionnaires posés par la révolution russe et la révolution allemande.

Ce ne pouvait être une œuvre facile ni celle d'un jour. Il fallait une organisation de la minorité plus ardente que le comité des syndicats minoritaires. Ce furent les fameux C.S.R. (*Comités syndicalistes révolutionnaires*) tant chargés de crimes, mais qui n'en ont commis en réalité qu'un seul, celui d'avoir donné aux jusqu'aboutistes de 14-18 la frayeur de perdre la direction confédérale.

Du seul fait de leur existence, dit Harmel, les C.S.R. étaient une cause de scission. Il faut, pour dire cela, ignorer que toujours, groupes et organes de minorité ont existé dans notre mouvement. Dans le Livre, toujours, - sauf maintenant -, il a existé un groupe et un petit organe de minorité. Les groupes de F.O. en 1946-47 ont-ils été autre chose? Et peut-on reporter sur eux la cause de la dernière scission?

Pour mes camarades et pour moi, le problème était simple: rattraper, réveiller ceux des vieux qui n'étaient pas absolument perdus et éveiller les jeunes militants. Cela, syndicat par syndicat, Union départementale par Union départementale, Fédération d'industrie par Fédération. Une fois le redressement opéré tout au long de l'échelle, le redressement du sommet se ferait tout seul. Du moins, nous le croyions. Seulement, les dirigeants confédéraux le permettraient-ils, nous en laisseraient-ils le temps? Évidemment, ils mettraient sur la route toutes les embûches possibles. On les surmonterait. De notre côté, c'est-à-dire dans les rangs de la minorité, tout n'irait pas facilement non plus. Les partisans de la sortie de la C.G.T. et de la constitution d'une autre centrale auraient-ils été suffisamment réchauffés par le congrès de Lyon pour modifier leur point de vue? Les éléments jeunes sauraient-ils patienter? Serions-nous capables, en somme, d'un grand et long effort, en largeur et en profondeur?

Hélas! Péricat resta sur sa position de découragement. Peut-être n'était-il pas capable d'un large effort collectif! Il quitta la C.G.T. et la vieille Fédération du Bâtiment que nous dûmes ramener sans lui et partit fonder à Marseille, autour du syndicat local du Bâtiment, une *Association des Travailleurs industriels du Monde*, vouée forcément à une brève existence. Frachon, qui travaillait alors à Marseille, en fut le trésorier.

Péricat parti, d'autres reprirent au sein des C.S.R. son point de vue scissionniste; notamment Pierre Besnard et Verdier. Besnard était le type même de l'utopiste. Il sortait tout frais des livres et ne se donnait pas la peine de mesurer la réalité. Peut-être lui fallait-il son organisation propre; sa maison à lui. Il reconstruisait à neuf d'un coup toute l'organisation syndicale. Un beau jour, à une conférence de délégués de la minorité, il déposa avec Verdier un projet de *Confédération syndicaliste révolutionnaire* tout flambant neuf. Nous n'eûmes pas trop de mal à le faire écarter. Mais ces hommes étaient tenaces, d'autant plus tenaces qu'ils avaient l'appui de Griffuelhes. Peut-être avions-nous aussi trop confiance dans l'expérience et le jugement des camarades. Ce projet ne devait pas être abandonné par ses auteurs.

Il devait même donner naissance au sein des C.S.R. à une petite franc-maçonnerie clandestine appelée *le Pacte*, constituée pendant que nous étions quelques-uns à la prison de la Santé après les grèves de cheminots de mai 1920. Le *Pacte* devait tenter de mettre la main sur toute la minorité, en attendant de la mettre sur les postes de la C.G.T.U., car de même que la scission fut pour une part son œuvre, la C.G.T.U. fut à sa fondation coiffée par ses hommes.

ET LE PARTI COMMUNISTE D'ALORS?

Dans tout cela, n'apparaît pas le rôle du parti communiste fondé entre temps au Congrès de Tours de Noël 1920. Qu'Harmel ne songe pas à un escamotage de ma part, je m'en garderai bien. Mais le rôle du tout nouveau parti communiste fut assez différent de ce que l'imaginent après coup les hommes qui refont l'histoire. Ils ont une excuse. Il est si commode de supposer que la scission s'étant produite dans le parti socialiste, il était fatal qu'elle se produisît peu après dans la C.G.T. En réalité, il en alla très différemment.

Pourquoi? Mais parce que pour les syndicalistes révolutionnaires français de la vieille école, les partis politiques - auxquels d'ailleurs ils n'adhéraient pas pour la plupart - pouvaient se diviser et se subdiviser, non les syndicats. Ceux-ci doivent sauvegarder leur unité afin de se présenter avec toute leur force devant le patronat et devant l'État. Pour eux, le pluralisme syndical imaginé par la C.F.T.C. était inconcevable. Et pas plus concevable le syndicalisme concurrentiel imaginé par certains éléments fonctionnaires. Ils étaient attachés solidement à ce qu'on appelle aujourd'hui avec mépris le mythe de l'unité syndicale. Certes, les survivants de la vieille école syndicaliste se faisaient déjà rares après 1919. Chaque guerre opère une coupure profonde dans le mouvement. Dès l'automne 1914, le père Guillaume, qui avait vécu la coupure de la guerre de 1870-71, me disait: «*Vous verrez, Monatte, dès la fin de cette guerre, malgré vos trente ans, vous serez un vieux, vous aussi*». Nous étions rares, les vieux; cependant nos idées flottaient dans l'air. Elles y flottent encore aujourd'hui; à un moindre degré, bien sûr, mais elles y flottent toujours. Pour nous, en 1919, le redressement de la C.G.T. devait et pouvait se faire sans scission.

Vous représentez-vous, après la scission socialiste de Tours, le parti communiste de 1920 avec Frossard au secrétariat? C'était un singulier parti communiste, fait de trente six variétés d'adhérents. On parle toujours des *vingt-et-une conditions* imposées alors par Moscou comme d'une médication inhumaine, pour ne pas dire scandaleuse. Je n'étais pas au parti, mais elles me parurent à ce moment toutes naturelles. Le parti français avait vraiment besoin de se mettre à un régime assez strict pour devenir un parti ouvrier révolutionnaire. Quelques petits faits d'ordre syndical en donneront une idée. Un membre du parti communiste pouvait compter alors au syndicat parmi les plus réformistes jusqu'au-boutistes. Une anecdote. A je ne sais plus quel congrès fédéral de cheminots d'alors, j'étais en train de bavarder avec un camarade, près d'une travée de la délégation du Nord, lorsque sans raison, je fus pris à parti avec violence par un délégué. Surpris, je demandai qui n'agonisait ainsi et à quel syndicat il appartenait. Renseignements pris, mon gars était conseiller municipal communiste dans son coin. Ça ne l'empêchait pas d'être au syndicat farouchement réformiste, majoritaire confédéral à tous crins. Sur le même réseau de cheminots on devait voir mieux peu après. Desoblin, le secrétaire du réseau, fidèle pilier de Bidegaray et du réformisme chez les cheminots, devait être élu député communiste. Dans le Nord, il est vrai, il est presque de tradition d'être farouchement révolutionnaire en paroles sur le terrain politique tout en étant parfaitement réformiste sur le terrain syndical. C'est un legs du guesdisme. C'est un reflet de la social-démocratie allemande qui jadis donnait le ton en Europe. Un autre cas encore, mais un peu différent. Celui de l'U.D. du Cher. A sa tête, un vieux militant, d'ailleurs estimé, votait régulièrement à chaque C.C.N. avec la majorité confédérale jusqu'au-boutiste, alors qu'à chaque fois sa commission exécutive lui avait donné le mandat contraire. Au retour, le pauvre Hervier se voyait reprocher ses votes; il s'excusait, mais recommençait au C.C.N. suivant. Pourtant Bourges, avec son arsenal, avait été un foyer ardent d'opposition pendant la guerre. Des camarades plus jeunes comme Gosnat, aujourd'hui maire communiste dans la banlieue parisienne si je ne me trompe, le père, sans doute, du député stalinien du même nom, reflétaient plus exactement la température syndicale de Bourges et du Cher. Néanmoins, ce n'est pas grâce à eux que le redressement de la C.G.T. pouvait s'effectuer.

On a beaucoup parlé de celles des fameuses 21 conditions qui, imposées au parti français par

l'Internationale communiste, visaient la franc-maçonnerie et la *Ligue des droits de l'homme*. Aucune condition, pourtant, n'était plus naturelle. La place d'un militant ouvrier, à plus forte raison, celle d'un communiste, n'était pas et n'est pas dans les loges. Non parce qu'elles sont censées combattre le cléricalisme ou qu'elles s'occupent de cuisine électorale, mais tout bonnement parce que la franc-maçonnerie est l'exemple type de l'organisation où se retrouvent toutes les classes, où le militant ouvrier risque de voisiner avec le commissaire de police ou le juge d'instruction de son coin, sans parler de son propre patron quelquefois. En province, c'est plus visible qu'à Paris, mais le fait est le même. Ce n'est pas une organisation où les ouvriers, à plus forte raison les communistes, aient leur place. Je sais bien qu'aujourd'hui les staliniens y sont nombreux, justement pour noyauter la bourgeoisie de gauche. Hier, des anarchistes comme Sébastien Faure y appartenaient et y rabattaient pas mal de compagnons. Je pensais alors et je pense toujours que ce n'est pas une organisation pour militants ouvriers. Bakounine avait mille fois raison de le dire. Pour lui, la franc-maçonnerie avait été l'internationale de la bourgeoisie, son rôle était fini. Ce ne sont pas les quelques perroquets fabriqués à la loge que j'ai pu admirer dans mon propre syndicat qui auraient corrigé mon jugement. Dans la perte du sens ouvrier au sein du mouvement syndical, ces trente ou quarante dernières années, la franc-maçonnerie a sa part de responsabilité. De même pour la *Ligue des droits de l'homme*. Chacun à sa place. Ce n'est pas le spectacle de la *Ligue des droits de l'homme*, fondée par la bourgeoisie démocratique pour défendre Dreyfus, recevant solennellement un Vichinsky ayant sur la conscience des milliers d'affaires Dreyfus plus odieuses que l'ancienne, qui me fera non plus changer d'opinion sur ce point.

Je ne sais plus quelle est la composition aujourd'hui du parti stalinien, mais j'ai vu d'assez près le parti communiste de 1919-1924. Il m'est arrivé de dire alors à Lozowsky un jour où il me pressait d'y adhérer que c'était un drôle de parti ouvrier. A quoi il me répondit: «*Tout ce que tu lui reproches est fondé; néanmoins, c'est le moins mauvais de nos partis communistes*». Qu'est-ce que pouvaient être les autres? J'y suis entré cependant. J'en suis sorti, ou on m'en a sorti, assez vite. Vu de l'intérieur, il n'était guère emballant à l'époque. Aujourd'hui, je doute qu'il le soit d'avantage, à en juger par bien des choses, notamment par cette boutade, qui date il est vrai de 1947: «*Si le parti communiste se renforce encore, tout le personnel des Affaires étrangères y adhérera*». Du moment qu'il y a des places en vue, il est naturel que Messieurs les intellectuels, les fils à papa et tous les démerdards s'y précipitent.

Les C.S.R. n'ont pas trouvé grand écho du côté du parti communiste de l'époque. Rien ne permet de les confondre avec lui. Pas plus d'ailleurs qu'avec les anarchistes. Au début et pendant de longs mois, ils ont fait leur tâche tout seuls, ou presque tout seuls, surtout formés de jeunes ouvriers du rang. Je revois encore ce jeune boulanger parisien qui venait chaque semaine prendre un petit paquet de V.O. qu'il vendait aux camarades de son C.S.R. - *Tu ne chatouilles guère ton secrétaire Racamond? - Laisse-moi faire. Le jour où j'aurai la majorité à l'assemblée et au conseil syndical, il aura vite fait de passer de notre côté.* C'est ce qui arriva d'ailleurs. Ce jour-là, Racamond lâcha les majoritaires. Par contre, l'artisan tenace et désintéressé du redressement de ce syndicat fut peu après écarté du Comité syndical. Les ouvriers de la onzième heure n'aiment pas ceux de la première.

LES GRÈVES DE CHEMINOTS DE FÉVRIER ET MAI 1920.

On a beaucoup parlé des grèves de cheminots de février et mai 1920 et pas mal chuchoté qu'elles étaient l'œuvre des C.S.R. ou celle du Comité de la 3^{ème} Internationale, donc celle de Moscou. S'il y eut jamais pourtant une grève spontanée, ce fut bien celle de février. Partie des ateliers de Ville-neuve-Triage en réponse au renvoi de Campanaud, elle s'étendit comme un feu de paille à tout le réseau P.L.M. et de là, aux cheminots parisiens en attaquant certains autres réseaux. Les historiens qui parlent des deux jours de mise à pied de Campanaud ne feraient pas mal de vérifier leurs sources et de s'informer sur l'insolence de la direction du P.L.M. durant toute la semaine de lutte. La grève partie du renvoi de Campanaud posait la revendication de la nationalisation.

La grève de mai, par contre, ne fut pas spontanée, elle; mais, si elle fut décidée au congrès fédéral des cheminots d'Aubervilliers, on le doit d'une part à Bidegaray faisant de la surenchère et plus partisan de la grève que ses adversaires - on ne peut parler de ces derniers comme de minoritaires puisqu'ils venaient d'obtenir la majorité chez les cheminots. Minoritaires dans la C.G.T., mais majoritaires dans leur fédération. On doit cette décision de grève, d'autre part, au dessein de la C.G.T. d'utiliser les cheminots comme troupe de tête dans un mouvement par vagues successives en faveur de son projet

de nationalisation industrialisée. C'est en accord avec la C.G.T. et avec ses délégués, dont Georges Dumoulin, que la décision de grève en mai fut prise.

Le plus curieux, c'est que le gouvernement - le radical Steeg au ministère de l'intérieur - nous coffra dès le 2 mai à quelques-uns des C.S.R., du Comité de la 3^{ème} Internationale ou d'autres organisations se réclamant des Soviets et d'un petit parti communiste (la scission socialiste ne devait avoir lieu que plus de six mois après). Ni les uns ni les autres n'avions pris la moindre part aux décisions de grève. Pas même en y poussant. Je puis même dire que je n'avais à aucun degré partagé la confiance de nos camarades cheminots dans le second mouvement. On en trouvera la confirmation dans une brochure sur cette grève de mai 1920, écrite en 1921 par Monmousseau: *«Parmi ceux qu'on vise aujourd'hui à nos côtés et qu'on traite de personnalités irresponsables, il en est qui, sans nous décourager, ne nous ont pas caché leur scepticisme. L'expérience leur a donné raison»*. Pendant ce temps, un minoritaire cheminot - Sirolle, pour ne pas le nommer - qui s'était mis à fréquenter le bureau de la C.G.T., s'employait à convaincre ses amis minoritaires que la nationalisation industrialisée c'était sérieux et que la rue Lafayette était décidée à frapper un grand coup. Résultat: confiance exagérée au congrès d'Aubervilliers des cheminots où fut prise la décision de grève. Quelques semaines après, le même Sirolle, à la prison de la Santé, comme nous, choisissait pour avocat un ami de Jouhaux et obtenait sa mise en liberté. Cela ne l'empêchait pas de se réclamer de l'anarchisme à tout bout de champ, ni de trouver que les C.S.R. étaient dans une mauvaise voie.

Notre emprisonnement à la Santé, à quelques-uns, du fait de la grève de mai, fut largement mis à profit par les majoritaires confédéraux, aussi par ceux des minoritaires qui voulaient la scission. C'est durant cette période que naquit le *Pacte*. C'est aussi alors que se tint le Congrès confédéral extraordinaire d'Orléans (sept. oct. 1920). Il avait été convoqué pour dissiper le malaise consécutif à la grève de mai précisément. La minorité s'y battit dans le brouillard alors que sa responsabilité dans l'échec de la grève par vagues d'assaut en faveur de la fameuse nationalisation industrialisée était absolument nulle. Elle maintint son chiffre de voix sur le rapport moral, l'augmenta même un peu, recueillant 658 voix contre 1 485, alors que les événements auraient dû provoquer la condamnation impitoyable des méthodes de la majorité.

DU CONGRÈS CONFÉDÉRAL DE LILLE AU CONGRÈS MINORITAIRE DE PARIS.

Au congrès confédéral suivant, à Lille (juin 1921), la minorité devait faire un bond saisissant, rassemblant 1.348 mandats contre 1.556. Des deux côtés, la température était montée. Les majoritaires jusqu'aboutistes et néo-millerandistes sentaient la défaite venir à grands pas. Pour la conjurer, ils étaient décidés à tout, provocations et exclusions. La démocratie syndicale pour eux n'est bonne que dans les discours.

Blanchard, l'un des secrétaires fédéraux des métaux, l'avouait crûment dans une réunion syndicale à Basse-Indre, en ce même mois de juin 1921: *«Eh bien, oui, nous la ferons, la scission. Oui, nous savons qu'il suffirait que nos personnes, que quelques militants de tête disparaissent pour que l'unité du mouvement ouvrier ne soit pas en jeu. Eh bien, non! nous ne pouvons consentir à disparaître ainsi, tant pis si le prolétariat en souffre, mais il y a lutte, il y a combat entre nous et ceux qui nous critiquent. Nous ne pouvons pas capituler parce qu'aujourd'hui il n'y a pas que le heurt des deux tendances, il y a notre dignité qui est engagée et nous combattons jusqu'au bout quelles qu'en soient les circonstances»*.

Du côté de la minorité, les désaccords internes s'aggravaient. Les gens du *Pacte* s'affirmaient de plus en plus partisans d'une C.G.T. toute neuve. En outre, la veille du congrès de Lille, le bruit courait dans les milieux anarchistes que Lecoïn se proposait de *«descendre»* Jouhaux, comme il avait couru jadis qu'il allait *«descendre»* Hervé. En prévision, les majoritaires prenaient leurs mesures. Rivelli amena au congrès des équipes de marins bagarreurs et comme cela ne suffisait pas sans doute, on mobilisa des dockers de Dunkerque. Jouhaux ne fut pas *«descendu»*, mais en plein congrès, au cours d'une discussion passionnée, Lecoïn joua du revolver, tirant en l'air heureusement. Ce n'était pas fait pour rallier les hésitants à la minorité. Il ne restait plus que deux cents voix d'écart entre les deux courants, donc cent syndicats à gagner. En réalité, la minorité était déjà réellement la plus forte. Il lui suffisait d'aller à un nouveau congrès pour l'emporter sûrement et largement. Cela en dépit de toutes les cuisines possibles de mandats. Mais réussirait-elle à y aller?

Les majoritaires menacèrent d'exclusion les syndicats adhérents aux C.S.R. N'oublions pas que les C.S.R. avaient simplement continué le comité des syndicats minoritaires. Nous fîmes cette concession. Seules, les individualités adhéreraient aux C.S.R. Malgré cela, de nouvelles exclusions de syndicats furent prononcées, à la faveur d'une motion du C.C.N. déposée par Dumoulin lui-même.

Du côté minoritaire, le *Pacte* mettait la main sur le secrétariat des C.S.R. A la dernière réunion de la minorité, à Lille, j'avais cru sage de proposer pour ce secrétariat un camarade de province des métaux, pour couper court aux querelles parisiennes que j'imaginai pour une part à la base de nos différends internes, pour permettre à la minorité des métaux qui venait de recueillir au congrès confédéral une majorité de mandats, de pousser sa propagande et de conquérir sa Fédération. Dès la sortie de cette réunion, un camarade me sauta dessus: - *Qu'avez-vous fait là? Quinton n'est pas ce que vous croyez. - Ce que je crois? Mais c'est ce que vous m'avez dit vous-même. - Hélas! Depuis ce que je vous ai dit il y a un an ou deux, j'ai été obligée de changer d'avis.*

Sous de belles apparences, Quinton, le nouveau secrétaire des C.S.R. n'était pas en réalité un provincial solide et sérieux. Au lieu de tenir la balance égale entre les courants comme c'était son rôle, il passait au *Pacte* presque tout de suite. Un petit fait allait montrer qu'il n'avait pas plus de cervelle que de caractère. A propos de je ne sais plus quelle nouvelle attitude de Jouhaux, il écrivait: le voilà enfin qui se démasque. Aux yeux de Quinton, Jouhaux se démasquait en fin 1921. Son attitude de 1914 à 1921 ne lui avait pas suffi.

Plus grave, du côté communiste, Frossard, alors secrétaire du parti, croyait la scission syndicale fatale depuis les incidents violents survenus au congrès de Lille. Pour lui, le point de rupture était atteint. Il regardait la situation en tacticien. Les représentants à Paris de l'internationale communiste et de l'internationale syndicale rouge l'avaient-ils influencé dans ce sens? C'est douteux. D'ailleurs, eux-mêmes avaient-ils une position? C'était le moment où Lénine reprochait aux communistes allemands de quitter leurs syndicats et préconisait la lutte à l'intérieur. Notre pensée sur ce point coïncidait avec celle de Lénine, tout en s'en distinguant: pour lui, le parti était le groupement essentiel; pour nous, c'était le syndicat.

Au contraire, je pensais que pour rien au monde la minorité ne devait prendre la responsabilité de la scission. Pour des raisons de principe comme pour des raisons de tactique. On était au dernier quart d'heure, raison de plus pour tenir le coup quoi qu'on fasse, quoi qu'il arrive. Au congrès confédéral suivant, la minorité avait toutes chances de l'emporter. Victorieuse, elle ne pourrait pas être rendue responsable de la scission. En outre, elle garderait non-seulement le vieux titre et la vieille maison, mais encore l'ensemble de ces militants de base qui, au syndicat, pensent plus aux problèmes corporatifs qu'aux questions de tendance. Aller volontairement à la scission, et non la subir, c'était enfreindre une règle majeure de notre conception syndicaliste.

Jouhaux et la majorité raisonnaient autrement, on le pense bien. A aucun prix, ils ne voulaient aller devant un autre congrès l'année suivante. C'est alors qu'ils multiplièrent les exclusions de syndicats minoritaires; allant jusqu'à exclure ceux de la Bourse du Travail de Tourcoing et à maintenir une Fédération Bidegaray des cheminots malgré le vote du congrès fédéral.

Rey, le coéquipier de Dumoulin à l'*Atelier* de cette dernière guerre, a déclaré quelque temps après le congrès de Lille que la résolution qui avait été votée, légitimait les exclusions et signifiait la scission. Pourquoi ses amis et lui ne l'avaient-ils pas dit à Lille même, avant le vote? Ils s'en étaient bien gardés, sachant que le congrès confédéral ne les aurait pas suivis.

On le voit, le traquenard était bien tendu. Au nom de la solidarité, la minorité ne pouvait se désintéresser des exclus. C'est sur cette question que se réunit, fin décembre, le congrès minoritaire. J'entends encore l'anarchiste Colomer, à un moment où le congrès paraissait hésiter, prononcer son fameux: «*Alors, c'est pour ça que vous nous avez réunis?*». Je revois Mayoux passer près de la table où nous faisions plutôt triste figure, Marie Guillot, Bouët et moi: «*Hein, vous avez couvé de fameux canards!*».

Le *Pacte* tenait sa centrale toute neuve; notre tentative de redressement de la C.G.T. avait échoué.

La scission était faite. La minorité en prenait la responsabilité, alors que celle-ci revenait à la majorité pour la plus large part.

J'ai écrit alors que la scission avait été l'œuvre de canailles et d'imbéciles. De majoritaires canailles et de minoritaires imbéciles. Des trop gros mots, sans doute! Il n'y avait d'un côté comme de l'autre que des malins et des habiles, des gars qui ne se laissent pas lier par des idées, aussi bien syndicalistes que démocratiques.

C'est depuis ce jour que le mouvement syndical français est incapable de jouer le rôle qui lui revient. Les événements ont pu venir et lui offrir des occasions de faire de grandes choses. Il a été incapable de saisir ces occasions. La foi en lui-même lui a manqué. Aussi bien en 1936 qu'en 1945.

Ai-je eu tort de parler de légende mensongère à propos de la scission de 1921? Cette scission n'a-t-elle pas été voulue et préparée par Jouhaux et la majorité confédérale? Les syndicalistes dits purs à la Besnard et à la Verdier, et les anarchistes à la Lecoq et à la Colomer ne se sont-ils pas précipités dans la chausse-trappe tendue à leur intention? Cela ne me paraît pas faire de doute pour qui juge impartialement.

Non, la scission ne fut pas l'œuvre des communistes en dépit de la légende accréditée. Pourtant, objecterez-vous, Frossard, secrétaire du parti, n'en fut pas l'adversaire dans la dernière phase. Au congrès minoritaire de fin décembre, Griffuelhes épaulait les hommes du *Pacte*; or, il revenait de Moscou et les dirigeants bolcheviks le disaient d'accord avec eux. Tout cela est vrai. Mais leur rôle ne fut pas décisif. Il fut même plus que secondaire. Ce qui fut décisif, ce fut la volonté délibérée des jusqu'aboutistes de 1914-18, des néo-millierandistes de 1921, de tout faire plutôt que de perdre la direction de la C.G.T.

DE LA RÉVOLUTION À LA CONTRE-RÉVOLUTION.

Qu'on ne vienne pas tout expliquer par la méchanceté diabolique du bolchevisme. Le bolchevisme de 1917-1921 avait sans doute son caractère particulier et ses défauts, mais qu'avait-il de commun avec le stalinisme, le malenkovisme ou le kroutchevisme? Il lui ressemblait comme la révolution ressemble à la contre-révolution. Les militants de là-bas ressemblaient alors aux despotes d'aujourd'hui comme nos chefs staliniens français, prêts à tous les oui-oui, ressemblent peu aux militants désintéressés de 1919. Malgré toute notre admiration pour la Révolution russe, nous ne nous serions jamais laissé imposer une tactique que nous aurions jugée préjudiciable à notre mouvement, du moins en ce qui nous concerne, les militants syndicalistes révolutionnaires de la tendance de la *Vie Ouvrière*.

On dirait que le moment où la Révolution russe a été trahie et où elle est devenue, par Staline, la contre-révolution russe, comme c'était arrivé jadis pour la Révolution française, a vraiment échappé à l'attention des gens.

Le moment où ses premiers défenseurs, ceux de 1917, ont été chassés de tous les partis communistes ou en sont sortis, le moment où la génération d'Octobre a été fusillée en Russie; mais le moment aussi où, par le monde entier, les ennemis de 1917 ont senti la sympathie leur venir pour la Russie de Staline, ce fait essentiel échappe à tous les Sartre de la terre. Il échappe aussi à Harmel.

Regardez l'attitude de nos majoritaires. Avez-vous goûté la saveur qui s'attache à ce propos d'un ancien secrétaire confédéral, Raoul Lenoir (*): «*Nous n'avons rien contre Staline*». Pour un peu, lui et ses amis auraient été reconnaissants à Staline de les avoir vengés des attaques que leur avaient infligées dans le temps Lénine et Trotsky. Devant la contre-révolution russe, ils s'inclinaient respectueusement. Incompréhension ou secret rapport de pensée? Avez-vous réfléchi à cette déclaration plus récente de Bothereau, le secrétaire général de F.O.: «*Il est possible de retarder la victoire des staliniens, non de l'empêcher*». Il ne vient pas à l'esprit de cet homme que le stalinisme, forme de la contre-révolution, n'est qu'une variété de fascisme et que le fascisme de Staline sera balayé par les événements comme le fut celui de Mussolini ou celui de Hitler.

HARO SUR L'UNITÉ SYNDICALE!

Il est de bon ton aujourd'hui de dénoncer le mythe de l'unité syndicale. Harmel n'est pas seul à lui prêter gratuitement tous les défauts. Il va même jusqu'à parler de ses maléfices.

Quelqu'un d'autre, très loin de lui comme pensée, du moins, je l'imagine, écrivait dans le *Monde libertaire* de décembre 1954: «*Il faut condamner le mythe de l'unité organique. La classe ouvrière n'est pas une comme voudraient la voir tous les totalitaires, y compris ceux qui s'ignorent*». De qui cette collection de sottises? Vous donnez votre langue au chat ? Eh bien! elle est d'Hébert, le secrétaire de l'U.D.F.O. de la Loire-Inférieure.

Hébert écrivait cela à propos de la décision prise par les dirigeants de F.O. de supprimer la double affiliation des enseignants, mesure de circonstance permettant d'adhérer à la fois aux grands syndicats nationaux autonomes de l'enseignement et à la centrale ouvrière de leur choix. La C.G.T. venait de renoncer à cette double adhésion. F.O., elle, ne pouvait moins faire que de l'imiter six mois après. Non en renonçant mais en interdisant. Quand on a de l'énergie, on le montre. Hébert trouvait moyen d'applaudir à cette stupide décision. En même temps, il invitait les enseignants à quitter leur Fédération autonome et à rallier les rangs de F.O. «*Si vous vous sentez encore solidaires de la classe ouvrière, vous devez renoncer à l'autonomie et au bénéfice d'une fallacieuse unité organique*». Ainsi, la Fédération autonome de l'enseignement qui a réussi à sauvegarder son unité corporative devrait la briser pour manifester sa solidarité à la classe ouvrière. La manifester comment? Où Hébert voit-il la classe ouvrière? A F.O.? Elle n'en représente qu'un bien petit morceau. Hélas! la classe ouvrière est brisée en morceaux plus ou moins gros. Un syndicaliste révolutionnaire, qu'il soit à l'une ou l'autre des centrales existantes, devrait se réjouir que la Fédération de l'enseignement ait maintenu son unité grâce à l'autonomie. Dans la pénible situation présente, elle rend ainsi à la classe ouvrière un grand service, elle lui sert d'exemple. Ce morceau d'unité préservé sera peut-être l'embryon de l'unité complète qui se refera un jour.

Oh! pas ce soir, ni demain. Elle n'est pas possible aujourd'hui, mais il ne faut pas douter qu'elle se refera un jour et même, un jour pas trop lointain. Il faut la croire possible et travailler en vue de sa réalisation. Il faut se préparer pour le jour où les circonstances pousseront la classe ouvrière à rassembler ses forces et à refaire, pour la quatrième fois, son unité syndicale.

Qui aurait pensé, il y a seulement un an à l'unité possible entre le C.I.O. et l'A.F.L.? Elle va pourtant se faire. Au bénéfice des sommets? N'en croyons rien, même si la bureaucratie syndicale renforce sa puissance, l'élan donné au mouvement tout entier activera les militants de base et leur influence ne pourra pas ne pas retentir tout en haut.

La scission de 1947 a été fatale, donc parfaitement naturelle. La France, menacée alors du sort de la Tchécoslovaquie, y a échappé grâce à un sursaut de recul de la classe ouvrière et grâce à la scission syndicale. La naissance de F.O. a donc été légitime, mais le départ pouvait être, devait être différent, son sort plus encore. Ses dirigeants ont voulu refaire non une C.G.T. libre mais une C.G.T. réformiste la sœur de la C.G.T. de 1922. Ils l'ont refaite, mais il n'y a guère qu'eux pour se montrer satisfaits des résultats obtenus.

Gardons-nous de créer des doctrines de circonstance, d'ériger en théorie la division de la classe ouvrière. Ce que disait la charte d'Amiens en 1906 reste vrai encore en 1955: «*Tous les travailleurs ont pour devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat*».

C'est parce qu'on ne regarde plus le syndicat comme le groupement essentiel, parce qu'on lui préfère le parti, le groupement d'opinion, la secte ou la confession, que la classe ouvrière est affaiblie. Elle se présente divisée devant le patronat et devant l'État.

Je me demandais où Hébert avait bien pu dénicher sa fameuse formule. Je crois avoir trouvé. Il l'a reprise de la bouche des dirigeants de la C.F.T.C. D'après Gaston Tessier l'unité syndicale, qu'il appelle le monopole syndical, serait une marque du régime totalitaire. Il fallait à la C.F.T.C. une justification théorique de son pluralisme syndical. Seulement, elle y va un peu fort.

Que le mouvement syndical chrétien ne soit plus comme à ses débuts un mouvement de jaunes, tel qu'il le fut jadis chez les cheminots, dans le textile du Nord, chez les mineurs ou les métallurgistes, cela semble vrai. Cela est vrai même pour la cellule initiale de la C.F.T.C., ce syndicat des employés parisiens né dans les patronages des *Frères de la doctrine chrétienne* pour caser leurs élèves chez les bons patrons catholiques. Les syndicats chrétiens ont fait du chemin mais il leur reste encore une étape à franchir, celle de se sentir ouvriers d'abord et de se fondre avec les autres ouvriers dans un même syndicat. Ils ont besoin de se dégager complètement de l'Église et de conquérir leur indépendance à l'égard de celle-ci. Dans notre pays elle cessera difficilement d'apparaître comme liée aux riches, au château et au patronat. L'anticléricalisme répond à une vieille expérience de notre peuple.

Chez les fonctionnaires, on a trouvé une autre façon de légitimer la scission. On parle avec sympathie du syndicalisme concurrentiel, autre forme du pluralisme syndical. Plus il y a de syndicats en concurrence, mieux les intérêts des syndiqués sont défendus. Évidemment, chez les fonctionnaires et dans les services publics, le fait d'être syndiqué n'entraîne pas le risque d'être renvoyé de son travail comme il arrive souvent encore dans l'industrie privée face à un patronat combatif. Il peut en ce cas y avoir émulation apparente entre syndicats d'un même service, d'une même corporation.

Cette émulation, cette surenchère n'a pas fait de miracles. Jamais le syndicalisme des fonctionnaires ne s'est pareillement embourbé dans les querelles de catégories; jamais il n'a eu la vue aussi bornée; jamais aussi, il ne s'est senti moins proche de la classe ouvrière et plus entraîné à s'intégrer au régime social actuel. Un signe qui ne trompe pas, c'est l'oubli où est tombée la revendication du traitement unique. Le fonctionnaire ne demande pas à être payé pour son travail, qu'il ait vingt-cinq ou cinquante ans. Être payé selon son travail, c'est bon pour les ouvriers. Charles Laurent m'a dit un jour: «*Le traitement unique, c'est une idiotie!*». Jamais je n'ai compris aussi nettement que ce jour-là combien le mouvement des fonctionnaires était différent du mouvement ouvrier.

L'unité d'action peut-elle remplacer l'unité tout court? Qu'elle soit un remède provisoire à la scission, d'accord! Mais elle ne peut empêcher le manque de confiance des uns dans les autres. Elle oblige les militants à se tenir forcément sur leurs gardes pour ne pas tomber dans les petites ou grandes manœuvres stalinienne. Toutes les préoccupations pour se garer des crocs-en-jambe des uns ou des autres sont forcément à l'avantage des patrons.

Que la scission de 1948 ait été une nécessité, c'est un fait. Mais ce n'est pas une raison pour faire de nécessité vertu, pour méconnaître la signification profonde et le grand bénéfice ouvrier de l'unité syndicale. Établir comme règle ou doctrine le pluralisme syndical, c'est aller contre le sentiment ouvrier et contre l'esprit révolutionnaire.

Pour nous, en 1919, le redressement de la C.G.T. devait et pouvait se faire sans recourir à la scission. Celle-ci faite, nous n'avons pourtant jamais désespéré de voir l'unité se reconstituer. Et nous y avons travaillé. Elle s'est refaite en 1936. Rebrisée en 1939, elle s'est refaite en 1944. Encore brisée en 1947, elle se refera un jour, on peut en être certain. Des vagues de fond viendront qui obligeront la classe ouvrière à rassembler ses forces et à retremper son organisation essentielle, le syndicalisme.

En même temps que l'ébranlement des masses, il faudrait prévoir et préparer la formation des militants. Sans eux, les masses seront jouées une fois de plus. Mais, nous dira Lefranc, l'âge du militant n'est-il pas passé? Allons donc! Les masses sont peut-être plus attachées à leur intérêt matériel - encore n'est-ce pas sûr - mais leur levain, leurs militants, ne peuvent être portés que par une grande idée, par une foi.

Un problème se pose donc aux militants clairvoyants. Comment éviter que l'unité se reforme au bénéfice des staliniens? Elle ne se refera solidement que le jour où la classe ouvrière aura percé à jour le mensonge fondamental du stalinisme et qu'elle aura compris qu'il n'est rien d'autre qu'une forme de la contre-révolution et du fascisme. Il s'agit d'ouvrir les yeux à ceux des ouvriers staliniens qui sont abusés et qui croient lutter vraiment pour la révolution et pour l'émancipation ouvrière. La lutte pour l'unité syndicale se confond avec la lutte contre les faux communistes autant qu'avec la lutte contre le régime bourgeois.

En 1936, en 1944, les staliniens ont eu vite fait de prendre le dessus sur les autres tendances. Les mêmes qui criaient lors du *Comité des 22* pour l'unité syndicale: *C.G.T. unique*, *C.G.T. de trahison*, ont eu le toupet de se donner comme les champions de l'unité syndicale. Ils ne veulent de l'unité que sous leur houlette. Comme les majoritaires de 1914-1921.

L'unité syndicale se refera mais ne se refera pas toute seule. Elle exige d'abord la liquidation de l'emprise stalinienne. Aujourd'hui, les staliniens font illusion. Ils apparaissent encore au gros de la classe ouvrière comme les véritables ennemis du régime capitaliste. On ne les vaincra pas en apparaissant comme les alliés du régime. Ils ne perdont du terrain et ne disparaîtront que lorsqu'à l'atelier, à l'usine, au bureau, partout où l'on travaille, il y aura face au stalinien, un syndicaliste véritable aussi résolu qu'eux à la lutte contre l'exploitant, et même un peu plus, vraiment dévoué et vraiment révolutionnaire. La lutte sera peut-être dure, elle le sera même certainement, mais n'oublions pas que le stalinien de la base, souvent un gars dévoué, est non moins souvent un homme abusé, dupé. L'amener à comprendre qu'il travaille non pour l'émancipation ouvrière mais pour une variété de fascisme est l'une des tâches les plus urgentes. C'est une question de foi dans le syndicalisme, c'est-à-dire dans la classe ouvrière contre une foi escroquée par le fascisme stalinien.

Il faut maintenir le mythe de l'unité syndicale. Loin d'affaiblir l'effort pour développer les organisations syndicales dites libres, ce mythe peut le renforcer. Il suffit de s'adapter aux nécessités présentes, le chemin est tout tracé: de l'unité d'action à la découverte des véritables syndicalistes dispersés dans les diverses centrales, chez les autonomes et chez les inorganisés. C'est par le rassemblement de ces éléments dispersés, par la confiance revenue entre eux, que l'on pourra mener dès maintenant des luttes plus fécondes et atteindre quelque jour à l'unité syndicale totale, une unité solide, construite sur de bons pilotes; une unité impliquant une maison habitable pour toutes les tendances, où la bureaucratie syndicale serait liée vraiment à la masse des syndiqués, où ceux-ci ne se laisseraient pas regarder et ne se regarderaient pas eux-mêmes comme de simples contribuables.

Le jour où l'unité syndicale se refera, malgré les staliniens et contre eux, on pourra dire que la classe ouvrière a gagné en conscience et en capacité et qu'elle est devenue mûre pour de grandes choses. Cette idée que nous défendons depuis plus de trente ans, je n'ai pas été peu surpris de la retrouver sous la plume d'un observateur clairvoyant des événements d'aujourd'hui. «*Pour désavouer le parti communiste, le prolétariat devrait être capable de refaire son unité en dehors et contre lui*», a écrit récemment Raymond Aron (5).

Non, Harmel, ce n'est pas le mythe de l'unité syndicale qui est responsable de la stagnation idéologique et de la stérilité intellectuelle du mouvement syndical que vous trouvez si affligeantes et si redoutables.

Les responsables sont ailleurs. N'oubliez pas que 1914 a vu s'effondrer le syndicalisme, le socialisme, l'anarchisme aussi. Une espérance s'était levée quelques années plus tard, avec la Révolution russe et le bolchevisme. L'espérance s'est changée en déception terrible pour ceux qui se donnaient la peine d'ouvrir les yeux et de voir clair. La Révolution russe faisait place à la contre-révolution russe et le bolchevisme était dévoré par le stalinisme.

Le premier empoisonnement général du mouvement ouvrier français remonte à 1914. Depuis l'édition bordelaise de *La Bataille syndicaliste*, en 1914, les quotidiens de la C.G.T. n'ont pas hésité à frapper à la porte des fonds secrets. Finie l'indépendance, finie la liberté indispensable à toute création de l'esprit. On peut dire que le millerandisme si courageusement repoussé en 1900 a pris sa revanche, et une revanche terrible, en 1914. Les sursis d'appel de nos jusqu'aboutistes ont frappé de stérilité diverses couches de militants; ils ont brûlé à peu près toute la vieille génération et compromis la santé des générations suivantes.

Regardez-les, ces vieux et jeunes de la catégorie majoritaire en face des problèmes qui auraient dû les préoccuper: assurances sociales et sécurité sociale, nationalisations diverses, *Conseil économique*, *Bureau International du travail*.

(5) Raymond Aron, *Polémiques*, p.46.

Où et quand ont-ils fait le bilan de la *Sécurité sociale*? Ils devaient remédier à ses défauts, empêcher son étatisation. N'avoir pas fait la première tâche entraîne la dernière éventualité. C'était aux syndicats d'employés de la sécurité sociale d'y travailler. Ils ne l'ont pas compris. Aussi bien les staliniens que les réformistes.

Où et quand ont-ils fait le bilan des nationalisations? Aussi bien dans l'aviation, les mines, les chemins de fer, le gaz et l'éclairage, chez Renault que dans le Livre? La liquidation récente de la S.N.E.P. montre ce qu'il en a été de la nationalisation des entreprises de presse au lendemain de la Libération. Dans *l'Employé de presse* de mars-avril 1955, un camarade parle à ce propos de la fin d'un rêve: «*Avec la S.N.E.P. disparaît une époque de bien courte durée dont l'avènement avait laissé entrevoir les plus grands espoirs et plus particulièrement des mœurs nouvelles dans la presse*».

Illusion tout cela, mon camarade, les syndicats du Livre et leur Fédération avaient fui en 1944 toutes leurs responsabilités. On ne leur avait pas demandé de les prendre, il est vrai, ni du côté ouvrier, ni du côté gouvernemental. Ils s'étaient contentés de quelques fauteuils ou tabourets dans les conseils d'administration, tout au bout de la table, en restant bien sagement bouche close, tandis qu'ils laissaient les resquilleurs se jeter vers les places de petits ou de grands cadres et les créatures de politiciens se tailler, malgré leur incompétence, des sinécures insolentes.

Un premier empoisonnement s'était produit en 1914, un deuxième empoisonnement général s'est produit après 1924. Lénine mort, Staline mettait la main sur l'appareil d'État russe et sur tous ses organismes de propagande. Fini de réfléchir et de discuter dans tous les partis communistes du monde. Tout le monde à l'alignement. Tous les militants, du haut en bas de l'échelle, transformés en perroquets savants.

Alors qu'il fallait faire le bilan soigneux et honnête de la Révolution russe, celui de la Révolution allemande, celui de la Révolution espagnole, celui de la Révolution chinoise, on a gavé les travailleurs d'apologies. Si bien que toutes ces grandes expériences ne sont d'aucun profit pour les apprentis révolutionnaires de demain et que la classe ouvrière, loin d'être impatiente de prendre en mains la gestion économique, et même politique, se dit tout bas: qu'on éloigne de moi ces responsabilités et ce fardeau.

La stagnation idéologique et la stérilité intellectuelle du mouvement syndical, déjà réelles, ont été terriblement aggravées ces quarante dernières années par ces deux empoisonnements généraux. Est venu s'ajouter dans F.O. et dans les syndicats indépendants l'empoisonnement par le *Redes* et par «*Fédération*». Comment une organisation syndicale qui supporte, qui accepte que sa presse soit assurée par l'argent du patronat pourrait-elle être elle-même, réfléchir, penser, créer? Elle a assez à faire d'empêcher la honte de rougir sa figure.

Lorsqu'une organisation vit par n'importe quels moyens, argent de l'État, argent du patronat, argent russe pour les uns, argent américain pour les autres, comment voulez-vous qu'elle puisse rechercher quel est son devoir et comment le remplir par ses propres moyens?

N'oublions pas que la bureaucratie syndicale a proliféré et qu'elle n'a pas été moins routinière que ses sœurs. Les meilleurs fonctionnaires syndicaux se sont absorbés dans leur coin à un travail spécialisé. Les autres ont paradé de conférence en conférence; apprenant à bien parler, mais pour ne rien dire.

Hier, quiconque restait strictement, fidèlement attaché à l'action syndicale seule était regardé comme pas très malin. Sans quoi, il aurait fait carrière, comme député, comme haut fonctionnaire de quelque chose. Rester ouvrier, refuser de parvenir, fi donc! Des exceptions comme Pelloutier, Pouget, Merrheim ne faisaient que confirmer la règle.

Harmel constate qu'avec quelques amis, je me suis sauvé personnellement de l'emprise stalinienne. Mais il ajoute que nous marchions en aveugles et que notre alliance avec la Révolution russe nous conduisait et conduisait le mouvement là où Monmousseau est allé. Nous nous sommes sauvés mais nous avons mené à leur perte «*ceux qui nous furent confiés*».

Monmousseau est allé, je crois, où il devait aller. En 1910, jeune cheminot, ayant liquidé en Touraine

son atelier de charron pour entrer au chemin de fer, il s'est vu perdu devant la grève générale des cheminots et, lui anarchiste, il a fait le jaune. Lorsqu'il s'en confessa devant son syndicat de Paris-Rive-Droite, je pensai que cette faute de jeunesse, il était incapable de la recommettre jamais. Hélas, en 1924, quand la bolchevisation a déferlé, il a eu de nouveau peur de perdre fonction et galons. Alors, il a renouvelé son geste de jaune de 1910 et rallié les bolchevisateurs.

Tenir ferme dans les moments difficiles, je savais depuis 1922 qu'il en était incapable. Comme un certain nombre d'autres de la génération d'après-guerre.

Pourtant, il y avait une belle œuvre à tenter, avec de grandes chances de réussir: maintenir la C.G.T.U. dans sa ligne et montrer que le mouvement ouvrier français était capable de trouver en lui-même ses moyens et ses idées.

Malheureusement, après 1924, nous entrions dans une période de basses eaux. A ces moments, il ne faut pas trop attendre des hommes. Czeslaw Miloz a raconté l'histoire d'un gars de Pologne qui vaut non seulement pour les soi-disant pays du socialisme mais aussi pour la France, qui vaut sans doute pour le monde entier. *«Deux pour cent vivent bien»*, constate notre gars. Il devrait ensuite se demander comment faire pour que les quatre-ving-dix-huit autres vivent potablement. Non, il se prend la tête dans les mains et crie tout d'un coup: *«Seulement, comment se fourrer dans ces deux pour cent?»*.

Les révolutionnaires, tout au long de ma vie, ne furent jamais nombreux. Pas en 1914. Pas encore en 1917. Un peu plus en 1920. Guère en 1924 ni en 1934. De nouveau un peu plus en 1936. Pas beaucoup plus en 1944. Il ne faut pas se leurrer et prendre les révolutionnaires professionnels ou les aspirants commissaires du peuple pour de véritables révolutionnaires. Quelques-uns même, peuvent donner leur vie qui ne seront pas capables de réfléchir pourquoi ils la donnent. Il ne faut pas croire non plus qu'un révolutionnaire le reste toute sa vie. Pourtant, il faut que le levain ne disparaisse pas, pour qu'un jour, les circonstances venant, la pâte lève.

Ceux qui me furent confiés? Je ne me suis jamais regardé comme un chef de file. En 1914, j'ai parlé parce que les autres se taisaient ou se reniaient. Un peu plus tard, lorsque Merrheim et Dumoulin qui avaient parlé pourtant avec plus de violence que moi, ont abandonné la lutte, je l'ai continuée. De 1914 à 1924 et de 1924 à aujourd'hui, nous nous sommes efforcés à quelques-uns de marcher non en aveugles, mais les yeux grands ouverts: il le fallait, tant le brouillard, souvent, était épais. Je ne vois pas qui pourrait nous reprocher de l'avoir conduit dans un mauvais chemin. Tandis que nous pouvons demander à beaucoup: *Pourquoi nous avez-vous abandonnés? N'en avez-vous pas honte?*

Je peux demander aussi à certains: qui de nous ou de vous sert vraiment les staliniens?

Ceux qui vont ou retournent à la bourgeoisie, et combattent avec elle le communisme, confondant le stalinisme et le communisme?

Ceux qui s'allient provisoirement avec la bourgeoisie pour combattre le stalinisme, ne voyant pas que la classe ouvrière est fondée à les confondre avec ses ennemis?

Mieux vaut rester seuls et sans grands moyens. Non pour tisonner les cendres du passé mais confiants dans l'avenir travailler pour que se réalisent les espérances que nous avons mises dans la classe ouvrière, les espérances de toute notre vie.

Pierre MONATTE.
